CHSAlliance

# LA REDEVABILITÉ SOUS PRESSION



## LE FOSSÉ ENTRE LES ENGAGEMENTS ET LES COMPROMISSIONS

RAPPORT SUR LA REDEVABILITÉ HUMANITAIRE 2026

**RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

## En quoi consiste ce fossé ?

La redevabilité envers les populations affectées (RPA) est une question de pouvoir. Elle porte sur ceux qui façonnent les décisions, sur les priorités qui guident les réponses, et sur ceux qui en subissent les conséquences lorsque les systèmes font défaut.

Le système humanitaire est désormais soumis à de fortes tensions financières et politiques, révélant le fossé entre ses engagements en matière de redevabilité et la manière dont les ressources, l'autorité et les risques sont réellement répartis. La situation actuelle met à l'épreuve la question de savoir si la RPA est un élément central du système humanitaire ou un engagement qui cède sous la pression.

La « Réinitialisation humanitaire » (Humanitarian Reset) a été lancée en 2025 par l'actuel Coordonnateur des secours d'urgence (ERC) en réponse à la crise de financement, de légitimité et d'efficacité du secteur humanitaire. Elle promet de placer les populations affectées davantage au centre de l'action humanitaire tout en réduisant les inefficacités, en renforçant le leadership local et en renouvelant l'engagement envers les principes humanitaires. Des ambitions similaires ont été répétées pendant des décennies avec des résultats limités. Cette combinaison entre lassitude face aux réformes et perte de confiance dans l'engagement politique a conduit de nombreux acteurs à considérer cette « Réinitialisation » avec prudence, craignant qu'elle ne soit davantage dictée par l'austérité et les priorités des bailleurs de fonds que par le souci de rendre des comptes aux personnes touchées par la crise.

CHSAlliance
MAKING AID MORE ACCOUNTABLE

**Rapport sur la redevabilité humanitaire 2026**
**ISBN:** 978-2-940732-50-0

CHS Alliance
Humanitarian Hub, La Voie-Creuse 16,
1202 Geneva, Switzerland

info@chsalliance.org
www.chsalliance.org
+41 (0)22 788 16 41



> *Reflétant des contraintes de financement sans précédent, l'Aperçu humanitaire mondial (GHO) 2026 a réduit le nombre de personnes ciblées pour l'aide, passant de 190 millions en 2025 à seulement 87 millions prioritaires en 2026."*



La Réinitialisation se déroule également dans une période où les principes humanitaires sont sous pression et où le droit international humanitaire est systématiquement violé avec peu de conséquences pour les responsables. Les civils et les travailleurs humanitaires sont confrontés à des risques croissants, tandis que ceux qui ont la plus grande influence sur la violence, les ressources et les décisions politiques restent souvent à l'abri de tout contrôle significatif. La RPA restera limitée si ces doubles standards plus larges continuent de façonner l'action humanitaire.

En outre, les acteurs humanitaires ne peuvent pas se prétendre redevables de manière crédible alors que leurs organisations subissent peu de conséquences lorsqu'elles ne respectent pas les normes qu'elles soutiennent publiquement. Ils ne peuvent pas non plus affirmer que la redevabilité est une priorité alors que leurs propres engagements envers les acteurs locaux et les populations affectées ne sont pas honorés.

Le rapport examine la redevabilité à travers ces dimensions interconnectées. Les normes, les mécanismes et les obligations de déclaration se sont multipliés, mais ils n'ont pas systématiquement modifié les comportements ni entraîné de conséquences lorsque les engagements sont ignorés. L'obstacle persistant est l'absence d'incitations, de mesures d'application et de dispositifs de gouvernance capables de faire de la redevabilité une caractéristique sous-jacente de l'action humanitaire.

La preuve la plus claire provient de plus de 200 organisations qui ont fait l'objet d'une vérification par rapport à la Norme humanitaire fondamentale (CHS). Les organisations obtiennent les meilleurs résultats sur les systèmes internes, tels que la coordination et la gestion des ressources, et les moins bons dans les domaines qui exigent un engagement direct avec les communautés, en particulier les plaintes, le retour d'information et la participation. Cela suggère que de nombreuses organisations ont mis en place les politiques, les processus et les structures associés à la redevabilité, mais peinent encore à en faire des leviers d'influence et de réactivité leur permettant d'être véritablement redevables envers les populations affectées. Cependant, les données provenant d'organisations auditées de manière indépendante par rapport à la CHS montrent des améliorations marquées pour l'ensemble des neuf engagements, ce qui démontre qu'une attention, un suivi et une vérification soutenus sont des moteurs de progrès.

Une tendance similaire se dégage de l'analyse de la localisation présentée dans le rapport. Malgré des engagements de longue date, le financement, l'autorité et la prise de décision restent concentrés entre les mains d'un groupe relativement restreint d'acteurs internationaux. Les gouvernements hôtes, les municipalités, les organisations locales et les structures dirigées par les communautés continuent d'opérer au sein de systèmes de financement, de conformité et de coordination largement conçus ailleurs, tout en assumant une grande partie de la responsabilité et des risques opérationnels. Ces dynamiques sont devenues particulièrement visibles lors de la crise de financement actuelle. Bien que la localisation soit un pilier central de la Réinitialisation humanitaire, les acteurs locaux ont souvent été écartés des opportunités de financement direct.

Le rapport se penche également sur la redevabilité au sein même des organisations humanitaires, notamment la protection des personnes (safeguarding), le devoir de diligence (duty of care), le signalement des irrégularités (whistleblowing) et la culture organisationnelle. Ces questions revêtent un caractère de plus en plus urgent, alors que la violence contre les travailleurs humanitaires augmente, que le bien-être du personnel se détériore et que les coupes budgétaires affaiblissent les systèmes destinés à protéger les populations contre les préjudices.

Remédier à ces défaillances nécessite des changements dans trois domaines où les manquements en matière de redevabilité identifiés dans ce rapport sont les plus visibles et les plus lourds de conséquences : 1) la concentration du pouvoir loin des populations affectées et des acteurs locaux ; 2) le fossé entre les engagements de redevabilité et l'absence de conséquences lorsqu'ils ne sont pas respectés dans la pratique ; et 3) le décalage croissant entre les principes humanitaires et les réalités politiques dans lesquelles l'action humanitaire s'exerce.

CHSAlliance

TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT COMPLET ICI

CHSAlliance

# TROIS LEVIERS POUR LE CHANGEMENT

## 1 DÉPLACER LE POUVOIR STRUCTUREL PLUS PRÈS DES PERSONNES ET DES INSTITUTIONS TOUCHÉES PAR LES CRISES.

La consultation et le retour d'information ne suffisent pas si les communautés et les acteurs locaux restent exclus du leadership et de la supervision. Les modèles de financement, de coordination et de partenariat doivent être conçus pour une action menée localement plutôt que de renforcer la dépendance vis-à-vis des intermédiaires internationaux. Cela est particulièrement vrai dans le contexte actuel de financement humanitaire, où les ONG locales restent largement exclues du soutien direct.

## 2 RENDRE LES ENGAGEMENTS DE REDEVABILITÉ EXÉCUTOIRES.

Le système humanitaire dispose de nombreuses normes et engagements en matière de RPA, mais manque de conséquences systémiques appliquées de manière cohérente lorsque ces engagements sont ignorés. Si le respect volontaire n'a pas conduit aux changements requis, des mesures d'application plus strictes sont nécessaires à quatre niveaux du système :



**Niveau organisationnel :** La conformité à la CHS devrait être obligatoire pour les organisations travaillant auprès des populations touchées par des crises, avec une vérification indépendante, un retour d'information des communautés et des conséquences concrètes en cas de manquements liés à la protection des personnes, à la discrimination, aux abus, aux représailles et au devoir de diligence.



**Niveau collectif :** Les mécanismes d'évaluation indépendants et par les pairs visant à exposer les défaillances systémiques et à favoriser des mesures correctives doivent être renforcés.



**Niveau des communautés et des partenaires :** Les populations affectées et les acteurs locaux doivent disposer de voies formelles pour contester les décisions et évaluer si les engagements sont respectés.



**Niveau des bailleurs de fonds et du financement :** L'éligibilité au financement et au partenariat doit être liée au respect de normes de redevabilité et à des performances mesurables.

## 3 RÉANCRER LA REDEVABILITÉ DANS LES NORMES HUMANITAIRES ET L'HONNÊTETÉ POLITIQUE.

La crédibilité des efforts en matière de redevabilité ne peut être dissociée de l'environnement politique plus large dans lequel s'inscrit l'action humanitaire. Les communautés sont parfaitement conscientes des doubles standards mondiaux, de l'indignation sélective, de l'application incohérente du droit international humanitaire et de l'impunité qui entoure souvent les violations engendrant des souffrances humanitaires. La redevabilité doit donc également inclure une application cohérente et crédible des principes humanitaires, ainsi que des critères institutionnels plus clairs permettant de déterminer dans quelles circonstances les acteurs humanitaires prendront publiquement position contre des violations du droit international, quelle que soit l'identité politique de l'auteur.

Le financement humanitaire devrait être guidé par les besoins plutôt que par la géopolitique, les intérêts des donateurs ou les priorités institutionnelles. Or, la diminution des ressources, les pressions politiques croissantes et l'affaiblissement du respect des normes humanitaires rendent ces engagements plus difficiles à respecter. Les acteurs humanitaires doivent faire preuve de transparence quant à la manière dont les décisions de financement sont prises, sur ce qu'ils peuvent influencer de manière réaliste et sur les limites de l'action humanitaire.